



## COMMUNIQUÉ

N° : 14

### Une aviation durable a besoin de la collaboration des gouvernements

**18 avril 2012 (Montréal)** – L'Association du transport aérien international (IATA) presse les gouvernements de collaborer entre eux et avec l'industrie aérienne pour optimiser la capacité de l'aviation d'être un moteur durable de développement économique mondial et de création d'emploi.

« Les gouvernements et l'industrie ont un intérêt commun dans le succès de l'aviation. L'aviation est une industrie et un moteur de développement économique et social essentiel aux gouvernements. Environ trois milliards de personnes prennent l'avion chaque année. Et près de 50 millions de tonnes de marchandises sont transportées par avion, ce qui représente 35 % de la valeur des biens échangés à l'échelle internationale », a déclaré Tony Tyler, directeur général et chef de la direction de l'IATA, à l'occasion du Symposium sur le transport aérien international organisé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

L'aviation est une industrie hautement réglementée aux niveaux national, régional et mondial. « La viabilité repose non seulement sur les efforts que les compagnies aériennes font pour elles-mêmes, mais également sur les politiques adoptées par les gouvernements. Une réglementation sans coordination ni reconnaissance mutuelle est très onéreuse à respecter et ne procure pas d'avantages en retour. Elle restreint l'accès des transporteurs aux capitaux et aux marchés mondiaux et maintient les compagnies aériennes en difficulté financière », ajoute M. Tyler, en soulignant le rôle important de l'OACI dans la mise en place de solutions aptes à assurer la viabilité de l'aviation au sens le plus large.

M. Tyler a énuméré quatre domaines dans lesquels des efforts politiques sont requis pour assurer la viabilité financière de l'aviation :

- **Infrastructures** : la modernisation de la gestion du trafic aérien est nécessaire pour réduire les délais, économiser du carburant et réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.
- **Frais aux usagers** : il faut une réglementation efficace des fournisseurs monopolistiques pour garantir des infrastructures suffisantes, des retours sur investissement raisonnables pour les opérateurs et des prix rentables pour les transporteurs, selon les principes acceptés par l'OACI.
- **Droits et taxes** : il faut des politiques qui prévoient le réinvestissement des taxes à l'aviation dans l'industrie, et qui traitent l'aviation comme un catalyseur économique et non comme une vache à lait.
- **Réglementation** : il faut une approche qui résiste à la tentation de microgérer la concurrence, qui permette aux compagnies aériennes d'explorer différents modèles d'affaires et qui laisse agir les forces du marché.

De plus, M. Tyler a souligné la nécessité d'une approche gouvernementale coordonnée à l'échelle mondiale pour gérer les émissions de carbone de l'aviation, qui représentent 2 % des émissions mondiales résultant de l'activité humaine. « L'aviation a pris trois engagements, dont le plus ambitieux est de réduire de moitié les émissions nettes de l'aviation d'ici 2050, par rapport au niveau de 2005. Nous ne pouvons y arriver sans la collaboration des gouvernements. Puisque l'aviation est une industrie mondiale, la coopération doit être coordonnée par l'OACI. C'est pourquoi la décision de l'Europe d'inclure l'aviation internationale dans son mécanisme d'échange de droits d'émission est contre-productive. L'approche

régionale crée une distorsion dans les marchés. Et elle n'aura pas les résultats positifs sur la durabilité qu'on obtiendrait avec des mesures coordonnées à l'échelle mondiale par l'OACI. De surcroît, cette approche unilatérale et extraterritoriale est considérée par les États non européens comme une atteinte à leur souveraineté », a expliqué M. Tyler.

« Personne ne souhaite une guerre commerciale. Et je suis persuadé que si l'Europe participe de bonne foi aux travaux de l'OACI, en étant déterminée à trouver, de concert avec la communauté internationale, des solutions allant au-delà de ses projets actuels, alors l'OACI pourra soutenir avec succès une solution durable pour l'environnement ».

« La connectivité de l'aviation constitue l'infrastructure de notre communauté globale. Un élément clé de la durabilité doit résider dans une approche politique pragmatique et globale orientée vers la compétitivité, de façon à optimiser les bienfaits économiques et sociaux de l'aviation », a conclu M. Tyler.

Une récente étude d'Oxford Economics révèle que 56,6 millions d'emplois et une activité économique de 2,2 billions de dollars sont attribuables à l'aviation mondiale. Cela représente 3,5 % du PIB mondial.

– IATA –

**Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :**

Anthony Concil  
Directeur des communications corporatives  
Tél. : +41 22 770 2967  
Courriel : [corpcomms@iata.org](mailto:corpcomms@iata.org)

**Notes aux rédacteurs :**

- L'IATA (Association du transport aérien international) représente quelque 240 compagnies aériennes qui assurent 84 % du trafic aérien mondial.
- Vous pouvez visiter notre page Twitter – <http://twitter.com/iata2press> – spécialement conçue pour les médias.